

Toute œuvre de pensée
est reçue
et insérée volontiers

Abonnement annuel: 12 Fr.

ÉDITION SUR PAPIER JAPON
IMPÉRIAL

50 Francs par an

IDJTIHAD

LIBRE EXAMEN

Revue sociale et littéraire de l'Orient et de l'Occident

(Paraissant mensuellement)

RÉDACTION

ET

ADMINISTRATION

Rue Cherifein, Caïre

TÉLÉPHONE

Adresse télégraphique:

IDJTIHAD, CAIRE

I ANNÉE

N° 9

DÉCEMBRE 1905



La Démission de Hilmi pacha

L'intention manifestée par Hussein Hilmi pacha, inspecteur général des provinces macédoniennes de l'Empire, de résigner ses fonctions, me fait souvenir d'un mot espiègle et profond à la fois qui avait échappé au regretté maréchal Chakir pacha, ancien ambassadeur à Saint-Petersbourg, alors qu'il était Haut Commissaire Impérial en Anatolie. Un journaliste distingué de ses amis, en voyage d'études, l'avait rencontré dans une ville reculée de l'Asie Mineure, où le Haut Commissaire et sa nombreuse suite, à peine arrivés, ne devaient passer que deux jours. Au cours de leur conversation, le journaliste, se permettant une indiscreète allusion à la fréquence des déplacements du Haut Commissaire et à l'absence de résultat pratique au point de vue de l'application des Réformes, avait dit :

— Il me semble, Excellence, que vous voyagez trop et n'avancez jamais.

A quoi le causeur spirituel qu'était Chakir pacha, avait répondu :

— Hélas, monsieur, je voyage sous une mauvaise étoile.

La mauvaise étoile, il n'y a pas besoin de le dire, était le palais de Yildiz, qui contrecarrait ouvertement les efforts généreux du Haut Commissaire.

Après une expérience de trois ans, Hussein Hilmi pacha, lui aussi, pourra constater *qu'il a voyagé sous une mauvaise étoile*.

Ce sera son excuse de ne pas avoir pu rendre, malgré un travail incessant de jour et de nuit et une bonne volonté évidente, aucun service véritable à la Patrie; ce sera en même temps sa condamnation d'avoir prêté ses services à un régime qu'il connaissait déjà trop pour pouvoir espérer un mouvement quelconque de sincérité de sa part.

Aucun règne, depuis que l'Empire Ottoman existe, n'a fait une aussi grande dépense d'hommes que le règne actuel. A Yildiz, où les hauts dignitaires de l'Empire vont se prosterner devant le pied des valets du Souverain, on se conforme à ce principe d'un despote occidental, qui considérait les ministres et les hauts fonctionnaires de l'état comme des citrons dont il n'y aurait qu'à épuiser le jus. Des hommes de bonne volonté, fussent-ils des Hilmi pachas, sont destinés à disparaître de la scène dès le moment où ils ne fourniraient plus de ce jus spécial qu'en pourrait appeler la *servilité aveugle aux désirs et aux intrigues du Souverain*.

Depuis le malheureux Midhat pacha, trompé par le Sultan dans ses chères espérances libérales, depuis le regretté Khaïreddine pacha, qui a vu sa bonne volonté se briser devant un *non possumus* opposé à son projet d'établir en Turquie ce qu'il appelait par euphémisme la *responsabilité ministérielle*, nous avons vu plusieurs hommes d'état de valeur se consacrer à un essai stérile de réformes. Tous ont usé leur force, leur énergie à vouloir inspirer au Souverain quelques uns de ces principes élémentaires de l'art de gouverner, sans l'observation desquels aucun pays ne peut prospérer. Tous ont été rebutés par cette conception étroite de *«l'Etat c'est moi»*, dont aucun souverain n'a aussi largement abusé que le Sultan Abd-ul-Hamid.

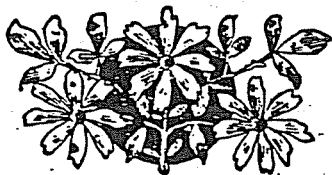
Est-il permis de recommencer un essai tant de fois inutilement répété? n'est-ce pas grâce à ces bonnes volontés mises à sa disposition que le Souverain réussit à perpétuer un état de choses désastreux, qui menace la ruine de la Patrie? On est mal venu de prétendre qu'en des moments de danger on ne consulte que son devoir. Personne n'a pour devoir de servir de bouc-émissaire au despotisme au détriment des vrais intérêts de l'empire. Tant que le régime personnel durera dans notre chère Turquie avec ses conséquences inévitables d'injustices, de lacunes, de vexations et d'exactions, aucun Hilmi pacha ne sera capable de prévenir les dangers qui la menace. Ceux qui acceptent des postes périlleux comme celui d'inspecteur général en Roumélie, concourent au contraire à leur aggravation et s'attirent ainsi de redoutables responsabilités devant la Nation et devant l'Histoire.

Nos hauts dignitaires doivent enfin renoncer à nous tromper par cette excuse ridicule de vouloir se consacrer à atténuer le mal du moment qu'ils ne voient pas le moyen de l'enrayer complètement. Cette excuse couvre souvent de bien criminelles fautes. L'atténuation plus ou moins problématique du mal ne peut pas constituer un idéal de gouvernement. Tous ceux qui acceptent des fonctions sous le régime actuel s'incarnent en lui-même. La nation n'a pas à s'arrêter à de chimériques nuances.

Il faut enfin que les honnêtes gens se retirent du gouvernement et que le vide se fasse autour de celui qui, parjure à sa propre parole, a enlevé à la nation son droit de contrôle, après avoir pris vis-à-vis d'elle, lors de son avènement, l'engagement solennel d'être un souverain constitutionnel. Aucune excuse ne pourrait atténuer la responsabilité de ceux qui, en couvrant de leurs personnes et de leurs noms un gouvernement illégal, deviennent sciemment ou non les supports du despotisme.

Nous nous livrons à ces réflexions à l'occasion de l'intention prêtée il y a quelques semaines à Hussein Hilmi pacha, parce que justement la situation de celui-ci est un exemple remarquable de l'inutilité de tout effort ayant pour but de servir l'empire sous le régime actuel. Hussein Hilmi pacha qui, dans des circonstances particulièrement difficiles, a su inspirer de la confiance aux grandes puissances, et, ce qui est plus difficile, à l'opinion publique européenne, n'aura servi en somme qu'à perpétuer pendant trois ans une politique d'atérmoiements, dont on ne pourrait espérer aucun résultat favorable.

M. CHAKIR.



L'AFFAIRE CRÉTOISE

En Crète l'insurrection acquiert chaque jour des dimensions de plus en plus menaçantes et les puissances semblent regretter amèrement le mouvement qui les fit intervenir dans cette question aussi épineuse. Le consul britannique, homme pratique et qui connaît le milieu, a nettement déclaré que le moyen radical d'enrayer l'insurrection et de tranquilliser l'île serait de rappeler les Turcs. On a pu prendre ce propos pour de l'humour, mais il n'en est pas moins vrai, que si après « la savante retraite de Domoko » les Puissances, au lieu de nommer le fils du roi vaincu au poste de commissaire, avaient simplement appliqué dans l'île les clauses du traité de Halepa, tous les Palikares que la Grande Idée gonflait démesurément et qui attendaient avec impatience le moment de pénétrer avec les evzones dans l'enceinte de la S^{te}. Sophie, pour y entendre la fin de la messe interrompue en 1453 par l'entrée des Janissaires de Mahomet II, tous ces Palikares disons-nous, auraient après les hauts faits d'armes du diadoque, désenflé sans trop de bruit, et compris que l'idée pour être grande, était au-dessus de leurs moyens. Mais la diplomatie européenne dans sa droiture labyrinthique voulut contrairement à tout précédent récompenser les vaincus — vu leur belle conduite — et froisser l'autorité légale pour la simple raison que cette autorité se trouvait être turque. L'Europe, d'habitude si à cheval sur le protocole, n'insista pas auprès du prince Georges pour une visite auprès de la cour suzeraine; mais franchement ayons-le l'Europe chrétienne et civilisée pouvait-elle tolérer qu'un prince chrétien vint plier le genou devant un souverain musulman? Proh Pudor. Il advint que ce commissaire, soit-disant de paix, au lieu de s'occuper des affaires de l'île, d'apaiser les esprits et de réparer par une sage administration les malheurs de l'épopée insurrectionnelle, se mit à attirer le feu, à entreprendre des pérégrinations dans les